

discuter récemment à table. Mon fils aîné et ma belle-fille ont passé une grande partie de l'année dernière en Afrique orientale, principalement en Tanzanie. Ils veulent maintenant y retourner et consacrer plusieurs années de leur vie à cette région du monde. Je ne saurais trop les y encourager. Quand nous parlons de l'économie canadienne, nous parlons aussi des progrès constants de la technologie et de la réduction de la semaine de travail. Il semble que la productivité soit appelée à perdre de son importance. Ce qui est important, c'est de savoir comment organiser ses loisirs. Je me suis rendu compte que ces mêmes enfants qui veulent venir en aide aux peuples de la troisième guerre mondiale—excusez-moi; j'espère que personne n'y verra un lapsus freudien—du tiers-monde ont sans doute trop de loisirs et ne produisent pas assez. Dans la plupart des cas, cela ne les satisfait guère. Mais c'est un jugement de valeur que je ne devrais sans doute pas porter à la légère.

Si nos enfants sont aussi idéalistes que je le crois et si notre technologie leur permet de bénéficier d'une semaine de quatre jours ou d'une année de vacances après quatre ans de travail, j'espère qu'ils s'efforceront d'améliorer le sort des désavantagés dans le monde plutôt que de se croiser les bras et de rentrer dans leur coquille, car elle serait bientôt enfouie et déchirée de part en part, s'il nous arrivait de ne pas tenir compte de ces gens.

J'ai déjà parlé de mes vingt ans d'expérience environ avec des hommes d'affaires des États-Unis. J'ai passé la plus grande partie de ces années sur le marché américain. Les hommes d'affaires américains sont des gens pratiques, ingénieux, perspicaces, à l'esprit ouvert. L'amour de leur pays, leur patriotisme ressemble au nôtre bien qu'ils l'affichent un peu plus que nous. Si nous leur expliquons, comme je l'ai fait, qu'en adoptant des projets de loi comme le bill sur la CDC et d'autres mesures, nous cherchons à accomplir notre destinée afin que le pays où nous vivons soit plus puissant et concoure davantage au bien-être de la société et de l'humanité, ils nous comprennent. Ils sont prêts, je le sais, à comprendre nos inquiétudes et l'amour pour notre pays dont nous parlons avec réserve. Ils comprennent notre désir de travailler à l'épanouissement de ce que nous chérissons, puisqu'ils chérissent eux aussi leur pays. Il arrive bien souvent que des hommes d'affaires américains collaborent avec nous si nous parvenons à leur faire comprendre nos objectifs et les règles fondamentales en vertu desquelles ils travailleront pour notre bien et notre avantage mutuels.

Le bill à l'étude, monsieur l'Orateur, représente à mes yeux un jalon des plus intéressants, même si je songe au peu de temps que j'ai passé au Parlement. Je suis ravi d'appuyer cette initiative du ministre des Finances (M. Benson), laquelle est un grand pas vers l'enrichissement du Canada et des Canadiens.

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, si elle était bien gérée, la Corporation de développement du Canada pourrait se rendre utile en aidant les Canadiens à posséder et à contrôler une part plus importante du développement de ce pays. Elle pourrait canaliser vers des activités de mise en valeur une large part des épargnes de plus d'un milliard que les Canadiens déposent chaque année dans de nouveaux comptes d'épargne ou investissent dans de nouvelles obligations d'épargne du Canada. Il est actuellement impossi-

ble d'investir ces fonds dans de nouvelles entreprises, car elles sont contrôlées par des gens qui n'ont aucune confiance dans le marché des valeurs du fait qu'ils ignorent le fonctionnement, s'en méfient donc et se refusent à lui confier leurs économies.

Si on veut qu'un investissement dans la CDC soit suffisamment attrayant pour persuader les Canadiens à y investir au moins une partie de leurs économies, il faut que le gouvernement rende ces investissements au moins aussi sûrs et profitables que ceux qu'il cherche à remplacer. En d'autres termes, il faut que le gouvernement garantisse que la sécurité et les profits de cet investissement seront au moins aussi valables que ceux offerts par des comptes d'épargne et par l'achat d'obligations d'épargne du Canada. Si le gouvernement n'offre pas ces garanties, le public refusera simplement d'acheter des actions de la CDC.

Si le gouvernement garantit la sécurité et le rendement des actions de la CDC, j'estime qu'au moins un demi-milliard de dollars par an pourraient venir s'ajouter aux capitaux existants qui seront investis dans de nouvelles entreprises de mise en valeur, ce qui permettrait aux Canadiens de posséder et de contrôler une bien plus forte proportion de leur expansion. Cela ne générerait en aucune façon l'entrée des capitaux étrangers dont nous avons besoin et dont nous aurons encore besoin pendant longtemps pour développer notre économie au rythme qui maintiendra notre taux d'emploi et notre mode de vie aux niveaux où nous avons décidé de les fixer.

• (3.50 p.m.)

Maintenant, examinons le genre de pressions qui vont s'exercer sur le gouvernement pour l'amener à acheter des compagnies canadiennes mises en vente et qui risquent d'être prises en charge par des étrangers. Nul doute qu'il ne soit fort souhaitable de garder les compagnies canadiennes dans des mains canadiennes. Si toutefois il faut pour cela détourner des capitaux qui, autrement, serviraient à encourager de nouvelles entreprises canadiennes, nous devrions étudier la question soigneusement avant de décider de quelle manière employer ces capitaux dont nous avons tellement besoin.

En utilisant des capitaux pour acheter une usine qui poursuivrait normalement ses opérations même si elle appartient à des étrangers, nous ne pourrions fournir un emploi supplémentaire ni un dollar de plus en impôt pour le pays. Une telle transaction ne serait justifiée que dans le cas manifeste où une compagnie sous domination étrangère nuirait à l'industrie canadienne ou à la souveraineté du pays. Il me semble évident que, dans la grande majorité des cas, les capitaux réunis par la CDC devraient être orientés vers de nouvelles entreprises.

Songeons aux pressions qui vont s'exercer sur la CDC pour obtenir qu'elle cautionne des sociétés qui, par suite d'une mauvaise gestion, du vieillissement de leur production ou pour quelque autre raison, ne sont plus en mesure de poursuivre leurs activités et semblent condamnées à fermer leurs portes. Dès que ce bill aura été adopté—et la majorité gouvernementale veillera à ce qu'il le soit—la plupart et probablement l'ensemble des députés libéraux verront des sociétés installées dans leurs circonscriptions exercer des pressions sur eux afin d'obtenir de la CDC un financement qui leur permettrait de poursuivre leurs activités.